



REVUE DE PRESSE DU 07/02/2017

- 1- L'activité commerciale a poursuivi sa baisse au troisième trimestre 2016 notamment dans le commerce en gros des matières premières, des demi-produits et des machines et matériels d'équipement, a appris l'APS auprès de l'Office national des statistiques (ONS). Selon une enquête-sondage d'opinion menée par l'ONS auprès de 533 entreprises commerciales (tous secteurs juridiques confondus), il est aussi observé que la plupart des détaillants se plaint de l'indisponibilité de certains produits.

- 2- La Direction générale des Douanes (DGD) et le Centre de recherche en économie appliquée pour le développement (Cread) ont signé lundi à Alger une convention en vue du développement des compétences et de la modernisation de l'administration douanière. Paraphée par le directeur général des Douanes, Kaddour Bentahar, et le directeur du Cread, Yacine Belarbi, cette convention s'inscrit dans le cadre de l'exécution des orientations du plan stratégique des douanes algériennes 2016-2019, notamment celles relatives à leur ouverture sur leur environnement et l'amélioration du service public douanier.

- 3- Un taux d'intégration de 40% représenterait le taux minimal pour rentabiliser l'industrie mécanique en Algérie, mais constitue un objectif plus ou moins réalisable dans les cinq prochaines années, a estimé lundi à Alger un chef d'entreprise du secteur. "Le montage automobile SKD n'est pas viable si l'on n'arrive pas progressivement à un taux d'intégration nationale de 40%, car au dessous de ce taux, il est plus rentable d'importer des véhicules que de les monter en Algérie", a avancé Adel Bensaci, président du cluster mécanique de précision, au Forum d'El Moudjahid qui a été consacré aux clusters.

- 4- Plus de 68% des 135.464 emplois proposés par des entreprises à Alger ne trouvent pas preneurs en raison des réticences à l'égard du secteur du Bâtiment, travaux publics et hydraulique (BTPH), a indiqué à l'APS le directeur de l'emploi de la wilaya, Boudiaf Mohamed Charaf Eddine. "Lors de l'exercice 2016, plus 42.900 demandes d'emploi ont été satisfaites pour répondre à une offre de près de 135.500 postes, soit un taux de plus de 68 % et des milliers d'emplois qui restent à pourvoir", a précisé M. Boudiaf.



- 5- Les entreprises du secteur économique ont besoin de former leur personnel notamment dans le domaine technique afin de parfaire les connaissances acquises après l'obtention de leurs diplômes, ont souligné lundi à Alger des responsables de la formation lors d'un Salon national consacré à ce thème. Le directeur de l'Institut de formation en électricité et gaz de Sonelgaz, Djebbar M'hidi, a indiqué lors d'une conférence de presse que "2.500 stagiaires sont pris en charge en 2016 pour leur perfectionnement ou pour des formations d'intégration pour les nouvelles recrues".

- 6- L'Algérie est pour la France "un allié décisif", a affirmé lundi le Haut Responsable français à la coopération industrielle et technologique franco-algérienne, Jean-Louis Levet, relevant qu'elle est actuellement le "pivot le plus stable" du Maghreb. Dans la troisième partie de sa longue interview accordée au quotidien économique La Tribune, Jean-Louis Levet a indiqué que la France peut aller plus loin dans sa coopération avec l'Algérie en signant un accord comme ce qui a été fait avec l'Australie dans différents domaines d'activité qu'elle cherche à développer, soulignant que l'Algérie est "pour nous un allié décisif".

- 7- L'ouverture d'une nouvelle ligne maritime reliant Mostaganem (Algérie) et Marseille (France) est prévue l'année prochaine, a-t-on appris lundi du Président directeur général de l'Entreprise portuaire de Mostaganem (EPM). Ryadh Bouldjoudja a indiqué que cette ligne maritime sera régulière à partir de l'année prochaine à raison d'une desserte tous les quinze jours en première étape. Il a évoqué également la possibilité d'autres dessertes surtout en été selon les moyens de la société française "Corsica Linéa" qui assure actuellement la ligne Alger-Marseille.

- 8- Plus de 8.800 conducteurs titulaires d'un permis de conduire de moins de deux ans étaient à l'origine de 30,69% des accidents de la route enregistrés en 2016, a indiqué lundi le Centre nationale de prévention et de sécurité routière. Pas moins de 8.855 conducteurs en période d'essai (titulaires d'un permis de conduire de moins de deux ans) étaient à l'origine de 30,69% des accidents de la circulation enregistrés en 2016, selon les statistiques avancées par le centre.

- 9- Deux casemates pour terroristes ont été détruites dans une opération de ratissage, menée dimanche à Béjaïa, par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP), a indiqué hier le ministère de la Défense nationale (MDN) dans un communiqué. " Dans le cadre de lutte antiterroriste et lors d'une opération de fouille et de ratissage menée à Béjaïa, un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP) a découvert et détruit le 5 février 2017, deux (2) casemates pour terroristes", précise le MDN.



A lire : Baisse de l'activité commerciale au 3e trimestre 2016

L'activité commerciale a poursuivi sa baisse au troisième trimestre 2016 notamment dans le commerce en gros des matières premières, des demi-produits et des machines et matériels d'équipement, a appris l'APS auprès de l'Office national des statistiques (ONS). Selon une enquête-sondage d'opinion menée par l'ONS auprès de 533 entreprises commerciales (tous secteurs juridiques confondus), il est aussi observé que la plupart des détaillants se plaignent de l'indisponibilité de certains produits.

Plus de 85% des grossistes et près de 64% des détaillants interrogés relèvent avoir enregistré des ruptures de stocks de produits (matières premières, demi produits, machines et matériels d'équipement) durant l'avant dernier trimestre de l'année écoulée. Il a également été relevé que près de 39% des grossistes et 24% des détaillants touchés par cette enquête se sont approvisionnés auprès du secteur privé uniquement, principalement ceux de la droguerie, quincaillerie, appareil électroménager et parfumerie.

Mais plus de 56% des grossistes et plus de 57% des détaillants se sont approvisionnés auprès des secteurs public et privé à la fois, particulièrement ceux de l'agro-alimentaire.

Quant aux prix d'acquisition des produits, ils ont été jugés "plus élevés", selon 22% des grossistes et près de 82% des détaillants, notamment ceux de l'agro-alimentaire, des textiles et des machines et matériels d'équipement, tandis que le reste des commerçants les ont jugés "stables".

Par ailleurs, plus de 90% des grossistes et 83% des détaillants enquêtés ont acheté leurs marchandises en première main, alors que plus de 17% des détaillants, notamment ceux des matières premières et demi produits, les ont achetés en deuxième ou troisième main.

Le taux de satisfaction des commandes en produits est jugé supérieur à 50% par rapport aux besoins exprimés, selon près de 54% des grossistes et 59% des détaillants enquêtés, essentiellement de l'agro-alimentaire, des textiles et de la droguerie, quincaillerie, appareil électroménager et parfumerie.

Pour les prix de vente, ils ont été jugés "élevés" par rapport à ceux du 2ème trimestre 2016, selon 66% des détaillants et 27% des grossistes, notamment pour l'agro-alimentaire, les textiles et les machines et matériel d'équipement, tandis que le reste des commerçants les jugent "plus stables".

En ce qui concerne le transport des marchandises, plus de 92% des détaillants et 40% des grossistes interrogés disposent de leurs propres moyens de transport, alors que plus de 18% de ces grossistes déclarent avoir rencontré des difficultés de transport, notamment ceux des machines et matériel d'équipement.

Quant à l'état de la trésorerie, il a été jugé "moyen" par plus de 89% des grossistes et plus de 76% des détaillants enquêtés, et "bon" par 22% des détaillants.

En outre, près de 39% des grossistes et 59% des détaillants ont eu recours à des crédits bancaires, notamment les commerçants des drogueries, quincaillerie, appareil électroménager et parfumerie et ceux des machines et matériel d'équipement.

Une part de 87% des grossistes et plus de 30% des détaillants concernés n'ont pas eu de difficultés à contracter ces crédits.